

MAI 2010

Pages 2-6

ACTUALITÉS DU MONDE

Allemagne

Nouvelle étape pour Die Linke
Elections dans le Landtag
de Rhénanie du Nord

Amérique latine

Le PGE et le Forum de São Paulo
se sont rencontrés à Madrid

Grèce

Un vote de solidarité
Communiqué des députés
communistes, républicains,
du Parti de gauche

Thaïlande

une crise politique, institution-
nelle et sociale qui s'aggrave

Birmanie

déclaration du PCF

Sahara occidental

une décolonisation ratée
aux portes de l'Europe

Palestine

La campagne BDS

Togo

Naissance du MoLiTo

Pages 7-8

FOCUS

Kurdistan de Turquie

Page 9

ACTIVITÉ DES
RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 10-13

REGARD sur

les nouveaux modes
de développement

CRISE EN EUROPE être à la hauteur du défi

La crise grecque retient légitimement l'attention. La réponse imposée par le FMI et l'Union européenne soulève l'indignation, tellement la régression sociale qu'elle comporte est d'une gravité exceptionnelle.

Mais cette crise, en réalité, est systémique, au sens où elle touche au capitalisme mondialisé lui-même. Elle est aussi européenne, au sens où elle montre les limites atteintes par une forme d'intégration qui n'a pas créé une communauté, mais un grand marché où la concurrence est libre et les marchés financiers dominants.

Ce n'est d'ailleurs pas le trio présidentiel communautaire (Barroso, Zapatero, Van Rompuy) qui gère la crise : ce sont les gouvernements. Ils le font en contradiction avec les règles mêmes des traités. Ils sont de toute façon « hors traités » depuis longtemps puisque la quasi totalité des pays de l'UE ne respectent plus – et de loin – les critères du Pacte de stabilité. La crise est donc financière, économique, institutionnelle, politique... C'est bien une crise systémique.

Les plans d'austérité draconiens partout risquent de s'accompagner de reculs démocratiques et de mises en cause des souverainetés. Ces plans posent une double question : ne vont-ils pas surtout aggraver la crise en provoquant un marasme économique encore plus profond ? Et puis, sont-ils socialement et politiquement tenables ?

Cette situation inédite donne une grande responsabilité aux communistes, aux progressistes, à toutes les forces qui veulent se rassembler et agir pour une vraie alternative à gauche.

Les 3 fonctions attribuées à la construction européenne actuelle – Europe « protection », Europe « puissance » et Europe comme projet d'avenir – sont manifestement épuisées. Il faut réinventer la construction européenne. Redéfinir un projet social, démocratique, écologique, institutionnel européen, avec l'ambition d'installer un nouvel acteur positif dans le monde pour la coopération, la sécurité et la paix.

Naturellement, cette approche nouvelle est inséparable d'un enjeu décisif : celui du projet de société, de la mise en cause des règles du capitalisme et des marchés financiers. Il y a des convergences et des solidarités européennes à bâtir pour cela et pour montrer qu'il y a d'autres réponses possibles. L'heure est à la résistance sociale et indissociablement à la créativité politique. Il faut être à la hauteur du défi.

Jacques Fath
responsable des Relations internationales



- Congrès du PPS du Maroc, à Bouznika, Rabat, du 28 au 30 mai.
Participation de Jacques Chaballier, membre du Comité exécutif et de la Coordination nationale
- Forum social européen à Istanbul, du 3 au 10 juillet

Allemagne Nouvelle étape pour Die Linke

Le 9 mai 2010, Die Linke a réussi son entrée au Landtag (parlement régional) de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW), le land le plus peuplé d'Allemagne, là où se trouve la Ruhr qui fut longtemps le bastion de la social-démocratie en Allemagne de l'Ouest.



Ce succès électoral, redouté par les forces politiques traditionnelles, marque une étape décisive pour l'implantation de Die Linke dans les Länder de l'Ouest de l'Allemagne : Die Linke est désormais présente dans 13 Parlements régionaux sur les 16 que compte la RFA. En Rhénanie-Westphalie, sa présence est même incontournable, puisque son apport est nécessaire pour constituer avec le SPD et les Verts une majorité nouvelle opposée à la politique mise en œuvre par les conservateurs et les libéraux au pouvoir à Berlin mais désormais nettement minoritaires en NRW. Les dirigeants régionaux de Die Linke qui, pendant la campagne électorale, ont été au mieux ignorés par les médias, au pire diffamés comme de dangereux extrémistes irréalistes, se sont déclarés prêts à participer au gouvernement du Land dès lors qu'il s'agira d'œuvrer localement pour un

réel changement politique et, sur le plan fédéral, de bloquer par le biais du Bundesrat, la chambre des Länder où Angela Merkel ne dispose plus de majorité, les projets de régression sociale du gouvernement.

Cette orientation a été confirmée par Oskar Lafontaine lors du **Congrès de Die Linke** qui s'est tenu à Rostock les 15 et 16 mai 2010, un congrès qui marque lui aussi une étape importante dans la vie du jeune parti issu en juin 2007 de la fusion du PDS, surtout influent à l'Est, et de la WASG née à l'Ouest du refus des dérives néolibérales du SPD de Gerhard Schröder et de ses successeurs. Les deux co-présidents de Die Linke depuis sa fondation, Lothar Bisky et Oskar Lafontaine, ayant décidé de passer la main, c'est à une nouvelle équipe qu'il revient de parachever l'œuvre entreprise avec succès. Die Linke a tout d'abord décidé d'instituer au moins pour les deux années à venir le principe de la double parité (homme/femme, est/ouest) dans les organes de direction du parti : présidence, secrétariat général, organisation.

Les deux nouveaux présidents sont donc Gesine Löttsch, issue de l'Est, députée de Berlin-Lichtenberg, et Klaus Ernst, syndicaliste bavarois, un des fondateurs de la WASG en 2004 à l'Ouest. Gregor Gysi reste quant à lui président du groupe parlementaire au Bundestag et s'est montré très actif durant le Congrès pour assurer la transition dans les meilleures conditions. La nouvelle direction a pour charge d'organiser la discussion devant aboutir à l'adoption du programme du parti fin 2011. Or, les premiers mois de 2010 ont été marqués dans tout le parti par de fortes turbulences où se sont cristallisées des divergences sur la question de la participation à des alliances de gouvernement avec la social-démocratie. Le Congrès a fait montre d'esprit d'unité et de responsabilité en ne refusant pas le principe de telles alliances mais en les liant à un contenu sur lequel il est impossible de transiger : pas de mesures d'austérité ou de régression sociale, une opposition résolue au gouvernement fédéral, le retrait des troupes allemandes d'Afghanistan.

Des pourparlers vont avoir lieu en NRW avec les Verts et le SPD ; le SPD devra choisir entre une « grande coalition » avec les conservateurs de la CDU ou une alliance inédite « rouge-verte-rouge » ; Die Linke ne fera pas obstacle à une réelle possibilité de changement et rappelle que ce n'est pas elle qui a fait avorter de telles tentatives en Hesse, en Sarre ou en Thuringe. Il n'en reste pas moins que cette question continuera de faire débat au sein d'un parti encore en croissance, une formation politique jeune où se côtoient deux histoires, deux cultures politiques différentes et où il s'agit non pas que les uns l'emportent sur les autres, mais qu'ensemble les uns et les autres construisent quelque chose de nouveau.

Nouvelle étape donc, difficile et exaltante à la fois ; de son succès dépend pour partie l'avenir d'une gauche de combat en Europe.

Alain Rouy

collaborateur des Relations internationales

LANDTAG DE RHÉNANIE DU NORD-WESTPHALIE (NRW) résultats du scrutin du 9 mai 2010

CDU :	34,6%	(-10,2%)	67 sièges
FDP :	6,7%	(+0,5%)	13 sièges
SPD :	34,5%	(-2,6%)	67 sièges
Verts :	12,1%	(+5,9%)	23 sièges
Die Linke:	5,6%	(+2,5%)	11 sièges

Total des sièges : 181

Majorité requise : 91

La coalition sortante (CDU + FDP = 80) est largement battue.

Les deux variantes avec les Verts (SPD + Verts = 90 ; CDU + Verts = 90) n'atteignent pas la majorité.

Devant le refus du FDP d'entrer dans une coalition avec le SPD et les Verts et devant le refus des Verts d'entrer dans une coalition avec la CDU et le FDP, restent deux possibilités :

- une « grande coalition » (CDU+SPD = 134)
- ou une alliance « rouge-verte-rouge » (SPD + Verts + Die Linke = 101).

le PGE et le Forum de São Paulo se sont rencontrés à Madrid

Le Parti de la gauche européenne et le Forum de Sao Paulo se sont rencontrés dans le cadre d'*Enlazando alternativas*, sommet organisé en parallèle au sommet officiel UE/Amérique latine. Le PGE et le Forum de São Paulo ont participé ensemble à une série d'ateliers, avec la participation de deux anciens ministres de l'Économie, l'Équatorien Pedro Paez et le Grec Yannis Dragasakis.

Dans un communiqué commun adopté lors de cette rencontre, le PGE et le FSP ont souligné le contexte de crise dans lequel ce sommet a lieu. Les mesures et formes de coopération proposées par l'UE à ses partenaires sont inspirées des politiques néolibérales qui ont échoué. En Grèce, ces politiques sont encore les seules proposées par le FMI et l'UE.

Le FSP et le PGE réaffirment la nécessité d'un véritable changement, radical, qui apporte une alternative au capitalisme. Les réponses nécessaires ne peuvent qu'être celles qui pourront développer l'emploi, la santé et l'éducation, protéger l'environnement tout en permettant une maîtrise publique et universelle des sources d'énergie.

Les paradis fiscaux doivent être supprimés et des taxes doivent être mise en place pour les transactions financières et spéculatives.

Les deux organisations de partis de la gauche européenne et latino-américaine ont confirmé leur volonté de coopérer ensemble et ont réaffirmé leur solidarité avec les processus en cours en Amérique latine qui sont en train de faire avancer une nouvelle vision de la démocratie, qui donne une place bien plus importante à la participation citoyenne.

Le PGE et le FSP considèrent que les accords et traités proposés par l'UE à l'Amérique latine sont une tentative d'imposer des conditions favorables aux transnationales en particulier pour celles qui exploitent les ressources naturelles et celles qui détiennent des brevets (ce qui concerne des secteurs tels que la santé ou la biodiversité).

Ils dénoncent la militarisation de la région, qui fait partie d'une contre offensive de Washington qui a pour but la reconquête de son hégémonie avec, par exemple, l'implantation de bases en Colombie qui viennent renforcer un dispositif militaire déjà existant : des bases sur d'autres pays de l'Amérique centrale ou des Caraïbes.

Le PGE et le FSP condamnent la criminalisation des luttes sociales et de l'action des défenseurs des droits de l'Homme, les assassinats de syndicalistes et de journalistes ainsi que la répression des opposants

dans des pays comme la Colombie, le Honduras ou le Mexique.

Ils réaffirment leur dénonciation du coup d'État en Honduras et les menaces qui pèsent contre le gouvernement du président Fernando Lugo au Paraguay. Les deux parties ont aussi rappelé leur volonté d'agir en faveur de la levée du blocus contre Cuba et de la libération des « Cinq de Miami ».

Obey Ament

responsable Amérique latine Relations internationales

Grèce

Un vote de solidarité

Les député-e-s communistes et républicains voteront contre le plan soumis par le gouvernement aujourd'hui à l'Assemblée nationale et abusivement qualifié de



« plan d'aide » à la Grèce. Il s'agit, en effet, d'un dispositif dont l'unique objectif est de renflouer les marchés financiers et les banques qui ont enfoncé la Grèce dans la crise en spéculant sur la dette publique de ce pays. Au passage, l'État français, de la manière la plus immorale qui soit, envisage de tirer bénéfice de cette opération en encaissant 160 millions de bonus au titre des intérêts du prêt dont le taux avoisinera les 5%.

Plus généralement, ce qui est présenté comme un geste de solidarité à l'égard de la Grèce, ne vise qu'à garantir les profits des banques françaises et européennes en contre partie d'un plan d'austérité drastique pour le peuple grec. Ces orientations, particulièrement injustes socialement, ne feront que plonger un peu plus ce pays dans les difficultés.

Les député-e-s communistes et républicains dénoncent cette loi d'airain qui inspire aussi la politique développée par le gouvernement français à l'encontre des fonctionnaires et des salariés de notre pays.

Le peuple grec et la Grèce ont besoin de mesures inspirées d'une toute autre logique favorisant les coopérations, l'emploi, le pouvoir d'achat et répondant aux besoins sociaux.

Communiqué des députés communistes républicains et Parti de gauche à l'Assemblée nationale

Paris, le 13 mai 2010

Thaïlande une crise politique institutionnelle et sociale qui s'aggrave



Depuis la mi-mars 2010, le royaume de Thaïlande (514 000 km², 65 M d'habitants, bouddhiste à 95%, sous la domination de la même dynastie Chakri depuis le XVIII^{ème} s.) vit une phase exacerbée de la crise politique et sociale qu'il traverse depuis plusieurs années maintenant. Le 19 septembre 2006, un coup d'État militaire, conduit avec l'aval de la royauté, renverse le gouvernement dirigé par Thaksin Shinawatra. Le général à la retraite Surayud Chulanont, ancien commandant en chef de l'armée, est nommé Premier ministre par intérim et le chef de la junte militaire organisatrice du coup d'État, le général Sonthi Boonyaratglin, vice-premier ministre. Le roi promulgue une constitution provisoire le 1er octobre. Elle est approuvée par référendum le 19 août 2007, par 58,34% de oui pour un taux de participation à 55%. Cette constitution est censée permettre la tenue d'élections législatives et assurer ainsi le retour de la démocratie. Les élections ont lieu en décembre 2007, les partisans de T. Shinawatra sont majoritaires. Le Premier ministre, Samak Sundaravej, est contraint de démissionner, en septembre 2008, sous le coup d'une accusation de corruption. Le beau-frère de T. Shinawatra, Somchai Wongsawat, est alors nommé premier ministre, mais le 2 décembre 2007 la Cour constitutionnelle le destitue et lui inflige 5 années d'inéligibilité. Chaovarat Chanweerakul occupe le poste de premier ministre jusqu'au 15 décembre. À cette date, l'Assemblée nationale, sous la pression des forces réunies autour de la royauté, nomme premier ministre, Abhisit Vejjajiva. Celui-ci est immédiatement confronté à une contestation de masse organisée et financée par les partisans de T. Shinawatra.

La crise se révèle doublement par l'impossible recherche d'un premier ministre stable accepté par les partisans de la royauté alors que la majorité des députés est favorable à T. Shinawatra et par la décision finalement imposée à cette assemblée de nommer premier ministre, Abhisit Vejjajiva, qui, lui, bénéficie du soutien de la royauté. Un des nœuds de la crise se situe précisément là. La royauté constitutionnelle, instaurée en 1932, est

un modèle incomplet de fonctionnement démocratique, en partie responsable de la crise politique actuelle, dans la mesure où le pouvoir royal conserve de fait une capacité considérable d'intervention dans la conduite des affaires du pays, au-delà et par dessus les institutions constitutionnelles.

Cette crise politique comporte une dimension sociale d'ampleur. Dans leur interview publiée dans la *Presse* (Canada) le 14-04-2010, J. Michaud, professeur d'anthropologie à l'Université Laval et D. Caouette, professeur-adjoint de sciences politiques à l'Université de Montréal, soulignent les aspects suivants qui vont bien au-delà de l'opposition frontale des « Chemises Rouges » au gouvernement de A. Vejjajiva :

- sans remettre en cause l'existence de la monarchie, les « Chemises Rouges » estiment que la monarchie doit être rénovée pour conduire à la modernisation du pays, dans le cadre d'une démocratie parlementaire, impliquant le retour des militaires dans les casernes ;
- les « Chemises Rouges » dénoncent le système judiciaire actuel à deux vitesses et la confiscation des richesses et de l'accès au pouvoir, par les élites proches du palais royal (militaires, magistrats, hommes d'affaires et hauts fonctionnaires) ;
- les inégalités sociales, fondées sur l'accaparement des richesses dans la main des « élites » (la famille royale dispose d'une des premières fortunes de la planète), deviennent de plus en plus insupportables, « même dans une telle société où l'on apprend au peuple à obéir en souriant, sans poser de questions » (R. Ourdan – Le Monde.fr & AFP - 04/05/2010). Alors les tabous, pluricentennaires, finissent peu à peu par être levés.

Depuis la mi-mars, le centre de Bangkok est occupé par plusieurs milliers de « chemises rouges », les partisans de T. Shinawatra, descendus des provinces les plus pauvres du Nord et du Nord-Est du pays. Ils se réfèrent assurément de T. Shinawatra. Mais pour un grand nombre d'entre eux les enjeux sont d'une autre ampleur. Et les motivations de leurs combats pour la démocratie, la lutte contre les inégalités et le développement, jouissent d'une popularité auprès de larges secteurs de la société, parmi les fonctionnaires, les militaires, les policiers, et même cette frange d'entrepreneurs qui entouraient T. Shinawatra. Aussi, dans une telle situation explosive, où une attaque frontale contre les « rouges » comportait un risque important de se couper d'une frange de la population, le gouvernement A. Vejjajiva a-t-il fait preuve de « modération », jouant de la répression et des propositions d'ouverture. Le nombre de morts et de blessés est assurément à déplorer. À ce jour, 18/05/10, cette situation ambiguë perdure et le gouvernement hésite à ordonner l'assaut contre les « rouges » qui se traduirait dans un bain de sang. Une telle situation ne saurait perdurer. C'est en ce sens que dans le communiqué qu'il a publié samedi 15 mai 2010, le PCF soulignait que « tout doit être entrepris, par exemple une médiation du secrétaire général de l'ONU, pour éviter le pire et que la Thaïlande puisse enfin sortir de la grave crise politique actuelle ».

Ce qui était la pire hypothèse est en train de se produire. Les forces militaires ont reçu l'ordre de reprendre le contrôle du centre de Bangkok. Les porte-parole des Chemises rouges se sont rendus pour contribuer à éviter un bain de sang. Les manifestants, de manière symbolique, ont incendié la Bourse de Bangkok et les banques qui se trouvent dans la zone centrale de la ville. Mais des mouvements ont éclaté dans plusieurs provinces témoignant de la profondeur de la crise sociale dans tout le pays. Est-ce que la contestation va se radicaliser et s'étendre ? Jusqu'où l'éveil à la démocratie pour un peuple assujéti par ses propres classes dirigeantes peut-il conduire ?

Pierre Marcie

collaborateur des *Relations internationales*

Birmanie déclaration du Parti communiste français



La junte au pouvoir en Birmanie a publié, jeudi 11 mars, 4 lois concernant la préparation des prochaines élections législatives – les premières depuis 20 ans – prévues cette année. Ce cadre législatif, inique et pervers, interdit expressément à Mme Aung San Suu Kyi de voter et d'être candidate à ces élections, au prétexte qu'elle avait été, antérieurement, condamnée à une peine de prison. En outre, et comme pour souligner la lenteur du temps sous le règne de la junte, 20 ans après la victoire écrasante, remportée au dernier scrutin libre en 1990, par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) se trouve invalidé officiellement.

La LND, ayant refusé d'expulser de ses rangs Mm Aung San Suu Kyi, se trouve de facto dissoute selon les termes même de ces lois.

Le Parti communiste condamne avec la plus grande fermeté cette politique de la junte. Il souhaite qu'un véritable dialogue s'engage entre les partis d'opposition pour définir les termes politiques, sociaux et économiques permettant d'ouvrir un processus démocratique crédible que la communauté internationale aurait à cœur, dans sa majorité, de soutenir pour le développement du pays. Il réclame, une fois de plus, la libération de tous les prisonniers politiques, dont Mme Aung San Suu Kyi.

Sahara occidental une décolonisation ratée aux portes de l'Europe, et toujours une question d'actualité



Novembre 1975, marche verte et occupation du Sahara espagnol !

27 février 1976, proclamation de la République arabe sahraouie démocratique, république en exil !

Mai 2010, il s'est passé 35 ans, une génération, les Sahraouis sont toujours en exil ou occupés, de part et d'autre d'un mur de défense qui partage leur territoire en deux !

Les Sahraouis pourront-ils un jour accéder à l'indépendance ? Leur volonté jamais démentie aura-t-elle raison des raisons d'État et de la négligence internationale à laisser un État, le Maroc, imposer sa volonté hégémonique à un peuple qui refuse de se plier à la loi du plus fort ?

Avril 2010, comme chaque année, le Conseil de sécurité met à son ordre du jour la question du renouvellement du mandat de la MINURSO, mission de paix chargée d'organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, et met au point par consensus une résolution qui suit les recommandations du secrétaire général, qui vient de lui transmettre un rapport. Résolutions et rapports sont très voisins d'une année à l'autre, ils rappellent le droit sans jamais se donner les moyens de l'appliquer et traitent de « manière équilibrée » colonisateur et colonisé, se cantonnant ainsi dans la plus totale impuissance.

Cette situation persiste depuis 1991, date de la mise en œuvre du plan de paix des Nations unies et de l'installation de la MINURSO.

Cette mission de paix s'est acquittée d'une seule action effective, un cessez-le-feu entre les deux parties, Maroc et Front Polisario, et sa surveillance. Avec ce cessez-le-feu et la fin des combats, le Maroc s'est débarrassé d'une lourde charge financière, mais a fait en sorte que le référendum ne puisse avoir lieu. La royauté, Hassan II comme Mohamed VI, ne tolérant pas la consultation démocratique du peuple sahraoui, qui mettrait en cause le principe de sa souveraineté sur le territoire du Sahara occidental. Le « tabou de la marocanité du Sahara », que la monarchie entretient depuis 40 ans, est un des principaux moyens de sa pérennité.

Conflit régional, qui est maintenu à l'agenda de l'ONU, grâce à la ténacité de la diplomatie sahraouie et à quelques uns de ses soutiens, comme l'Algérie, Cuba, l'Union africaine et plus récemment l'Afrique du Sud et plusieurs pays progressistes d'Amérique latine, en dépit du soutien apporté au Maroc par la France, les États-Unis ou le Royaume Uni.

Par exemple, proximité politique et intérêts économiques entremêlés transforment le plus souvent notre

pays en « porte-parole » des positions marocaines tant au niveau du Conseil que de l'Union européenne. Ainsi, la question du mandat de la MINURSO, pour lequel le Conseil n'a pas tranché.

Depuis plusieurs années, le Front Polisario, en réaction à la situation faite aux défenseurs sahraouis des droits de l'Homme, dans les territoires occupés (correspondant à la partie du Sahara occidental occupée, par le Maroc) – arrestations arbitraires, toute expression impossible hors la « marocanité » du Sahara, la grève de la faim d'Aminatou Haïdar en décembre dernier ayant permis de lever davantage le voile – réclame l'élargissement du mandat de la MINURSO à la surveillance des droits de l'Homme.

Cette demande fut instruite par plusieurs rapports d'organisations des droits de l'Homme (Amnesty International, Human Right Watch, Front Line) et des observateurs sur place dénonçant ces atteintes aux droits de l'Homme et la situation très précaire des Sahraouis osant s'organiser et réclamer pacifiquement et publiquement le référendum d'autodétermination.

Cependant, la résolution 1920 du 30 avril 2010 n'a pas retenu l'élargissement du mandat de la MINURSO. Elle s'est contentée une nouvelle fois d'inviter les parties, Maroc et Front Polisario, à poursuivre les négociations... Négociations qui, depuis trois années, se répètent en vain et butent sur le blocage marocain qui entend seulement « négocier » son plan d'autonomie, et par là nier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Sahraouis et le Front Polisario ont plus que jamais besoin du soutien des progressistes en Europe et dans le monde. La mobilisation espagnole en faveur des Sahraouis est à ce titre exemplaire.

Compte-tenu de l'implication de la France dans ce conflit, il est important qu'une solidarité politique s'y exprime de manière plus vigoureuse et soit capable de susciter un mouvement d'opinion pour le respect des droits de l'Homme et pour l'application du droit à l'autodétermination des Sahraouis. Des initiatives existent déjà, animées par un réseau solidaire actif, d'associations et d'élus, elles ont besoin d'être soutenues et renforcées.

Régine Villemont
secrétaire générale de
l'Association des amis de la RASD (AARASD)

UN PROCHAIN RENDEZ-VOUS IMPORTANT
la 36ème conférence européenne
de la coordination du soutien aux Sahraouis
qui se tiendra au Mans
les 29, 30 et 31 octobre 2010

pour tout renseignement
AARASD bur.aarasd@wanadoo.fr

pour aller plus loin
sites Arso.org, sahara-info.org
et publication trimestrielle de l'AARASD
(journal Sahara info)

Palestine

La campagne BDS

Il a été largement débattu de la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) lors de la 5e Conférence internationale de Bil'in, elle est un des éléments de la lutte populaire et non armée pour que justice soit rendue au peuple palestinien. Son utilisation dans la société internationale devient visible et inquiète le gouvernement israélien qui mobilise tous ses relais pour décrédibiliser cette campagne (accusation d'antisémitisme, désinformation). Cette campagne comporte trois volets, si le premier est souvent mis en avant, les deux autres sont, sans doute, ceux qui risquent le plus d'ébranler l'économie israélienne. Le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, devant les trente-deux diplomates étrangers présents, a rappelé la nécessité d'arrêter d'importer des produits des colonies, ou au moins d'empêcher que ces produits bénéficient des traitements particuliers dont ils disposent actuellement (cf. accord d'association entre Israël et l'Union européenne).



Plusieurs rencontres ont eu lieu en marge de la Conférence de Bil'in. À Jéricho, les conséquences du boycott des produits israéliens notamment ceux provenant des colonies ont été évoqués avec le Syndicat des ouvriers (Naqabat al oumal). Un des salariés de Soda Club, entreprise située dans la zone industrielle de Male Adoumin en territoires occupés (le boycott scandinave a entraîné cent cinquante licenciements palestiniens) a répondu que c'est la nécessité qui contraint les Palestiniens à travailler pour les entreprises israéliennes et que pour une campagne de boycott qui mettrait fin à l'occupation ils accepteraient de perdre leur emploi.

Wael Natheef, du Palestine General Federation of Trade Union, rappelle que l'Autorité palestinienne, en janvier 2010, a pris la décision politique d'approuver le boycott, elle appelle également au boycott par les Palestiniens eux-mêmes : la société palestinienne doit faire des sacrifices. La défense de la cause est supérieure à la défense de l'emploi, si le boycott coûte 10% à la société palestinienne, il coûte 110% à Israël. L'Autorité palestinienne travaille à une alternative pour les travailleurs des colonies, elle doit se mobiliser avec les syndicats et le secteur privé. Ce plan est prévu sur cinq ans.

À Tel-Aviv, la *Coalition des femmes pour la Paix* (Coalition of Women for Peace), coalition qui regroupe onze associations juives et arabes d'Israël et en lien avec les partis Hadash et Balad travaille essentiellement sur le volet *désinvestissement*. Si la gauche israélienne dans son ensemble discute de la campagne BDS et se montre plutôt réticente, la *Coalition des femmes*, elle, a pris une position favorable, elle n'exclut pas le boycott culturel et universitaire mais privilégie le boycott économique.

Leur site www.whoprofits.org permet d'avoir une information fiable et contrôlée par un service juridique. Il montre le lien entre l'économie d'Israël et la globalisation. Non seulement des compagnies israéliennes profitent des conditions avantageuses accordées par leur gouvernement mais aussi de nombreuses multinationales Veolia, Dexia, Danone, majoritaires dans la société israélienne Eden Springs qui exploite l'eau du Golan (territoire annexé). L'économie israélienne est tenue par dix-huit familles qui contrôlent 50% de la Bourse. Elles ont grand intérêt au maintien de la colonisation.

Autre rencontre, avec Dov Khenin, député du Hadash (communiste), qui menait une liste rouge/verte, *La ville pour tous*, aux

élections municipales de Tel Aviv et qui a recueilli 35 % des voix bien qu'il soit antisioniste, soutienne des refuzniks et refuse de chanter l'hymne national israélien où il n'est question que de la population juive. Qui boycotter, dit-il ? Le boycott culturel et universitaire lui semble dangereux. Il faut éviter que la population israélienne se sente attaquée et se regroupe derrière Netanyahu. Tout cela confirme la nécessité d'un boycott entièrement tourné contre la colonisation et l'occupation. Il faut donner un sens politique clair à cette campagne.

Nathalie L'hopitault
collaboratrice des *Relations internationales*

Togo

Le MoLiTo

Le *Mouvement du 4 mars pour la Libération du Togo* (MoLiTo), né à Paris, le 14 avril 2010, est un mouvement né de la volonté d'organisations citoyennes, de femmes et d'hommes de la diaspora togolaise de France, avec le soutien d'organisations, partis politiques et citoyens français. Son objet est de **contribuer ensemble à rompre le cycle des élections truquées suivies de méfiance et de violence qui empêchent l'installation de la démocratie et de l'Etat de droit au Togo depuis plus de 40 ans.**



À ce titre, le Mouvement s'engage au cœur de la **lutte démocratique pour le rétablissement de la vérité des urnes de l'élection présidentielle du 4 mars 2010 et pour toute initiative du peuple togolais visant l'exercice effectif de son droit inaliénable à la liberté.**

Le MoLiTo apporte son appui total au Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC), principale coalition de partis politiques et porte-flambeau de la lutte de libération au Togo. Dispositif stratégique de convergence et de mutualisation des actions, le MoLiTo est motivé par sa spécificité :

- un seul objectif, celui de la libération du peuple togolais. Ainsi, son existence prendra fin dès l'atteinte dudit objectif
- un outil relationnel entre les organisations togolaises à l'étranger afin d'amplifier et d'optimiser les différentes initiatives
- un lieu de convergence des soutiens de la cause togolaise dans les pays d'accueil de la diaspora pour une meilleure lisibilité organisationnelle : partis politiques, personnalités, organisations de la société civile et citoyens individuels.

Le mouvement est ouvert à toutes les organisations existantes ou à venir ainsi qu'aux personnes individuelles partageant l'objectif. **Les organisations adhérentes gardent leur totale indépendance** tout en participant à une meilleure optimisation et coordination des actions. Aux côtés des représentants du FRAC, de l'UFC, de Sursaut Togo, de la CDDA, du CMDT, du CTR, de Togo Futur, de La Plateforme Panafricaine, les organisations et partis français suivants ont participé à la naissance du mouvement et constituent ses premiers soutiens : le PCF, les Verts, le NPA, la Gauche Unitaire, Peuples Observateurs.

Un Bureau exécutif provisoire restreint conduit les affaires courantes en attendant la prochaine assemblée générale extraordinaire prévue fin mai. Il est composé de : Kofi Alouda, président; Bernard Atsu, secrétaire général et Elliot Kodjo Mablé, trésorier.

Le MoLiTo lance un appel à tous, partis, organisations, personnalités et citoyens du monde entier épris de liberté et de démocratie, à apporter leur pierre à cette œuvre humaine et d'avenir au Togo : Le temps arrive où rester silencieux est une trahison (Martin Luther King).

MoLiTo, 8 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris
contact@molito.org

RETOUR D'UNE DÉLÉGATION AU KURDISTAN DE TURQUIE

témoignage

Situé au sud-est de la Turquie, le Kurdistan occupe environ un quart du territoire. Avec une délégation française, nous nous y sommes rendus courant mars, durant la célébration de la fête traditionnelle kurde, Newroz. Nous avons traversé villes et villages (Erzurum, Van, Hakkari, Semdinli, Diyarbakir) afin d'aller à la rencontre des Kurdes, des représentants d'associations et du nouveau Parti kurde, Parti pour la paix et la démocratie (BDP).

La première impression du visiteur est de traverser un pays en guerre. D'importantes forces policières et armées occupent massivement le territoire. Sur les routes désertes, nous ne croisons que des tanks, des soldats armés avec des chiens. Des avions, des hélicoptères survolent les montagnes et les forêts brûlées par l'armée, afin de débusquer les « terroristes kurdes ». Tout le long du parcours, nous sommes contraints à de nombreux arrêts par les barrages des postes de contrôle. Les soldats ont des consignes pour ne pas trop importuner les étrangers. Nous sommes arrêtés environ une heure, les Kurdes resteront bloqués 4 à 10 heures.

Partout, des casernes fortifiées, des prisons entourées de barbelés. J'interroge un villageois pour savoir pourquoi personne ne marche sur la route ou à flanc de montagne, en dehors des villages. « Parce que les soldats nous tirent dessus. Il y a deux jours, ils ont abattu un responsable du BDP du village. Il avait 21 ans. Ils m'empêchent de mener mon troupeau dans la montagne. Mon champ est miné. Comment survivre ».

Partout ces mêmes témoignages de violence, de répression et de difficultés à subsister.



On maintient cette région dans un état de sous-développement économique. Le niveau de vie dans les provinces kurdes est de 30% inférieur à la moyenne nationale. Soumis aux attaques de l'armée (artillerie, bombardement, pillage, incendie des villages), les Kurdes vivent dans la peur, la misère, sans perspective d'avenir. Partout flottent d'immenses drapeaux turcs pour leur rappeler que ce pays, berceau de leurs ancêtres, n'est pas le leur. Sur les versants des montagnes est inscrit en grosses lettres « heureux celui qui peut dire je suis un Turc ».

Les responsables du BDP, d'associations humanitaires, les avocats dénoncent les arrestations arbitraires, la torture et les assassinats. Les institutions politiques, syndicales, associatives et intellectuelles sont écrasées. Les Kurdes, les forces de gauche et même les partisans de l'Union européenne sont qualifiés par l'armée d'« ennemis intérieurs ». Plus d'un millier d'enfants kurdes innocents sont condamnés à des peines de prison allant à la perpétuité. Chaque personne luttant pour la reconnaissance des droits du peuple kurde sait que son engagement la conduira inévitablement vers l'incarcération, la torture et parfois la mort. Le courage de ces êtres force l'admiration.

Nous avons célébré le Newroz dans le village de Semdinli et dans la ville d'Hakkari. Cette fête traditionnelle, le nouvel an kurde, est un jour où le peuple demande la liberté et la fraternité. Cette fête est le symbole de l'amitié entre les peuples. Sa célébration est aujourd'hui tolérée, toutefois elle donne lieu à des centaines d'arrestations. Elle se produit dans un contexte de guerre et de fête : d'un côté la police armée en état d'alerte maximum (caméras filmant tous les participants, blindés, canons à eau pointés sur la foule) encadre, provoque la population. Chaque participant (des milliers) est fouillé individuellement. Tout élément évoquant l'identité kurde ou le PKK est



Kurdistan de Turquie

interdit. D'un autre côté, malgré la pression exercée, hommes, femmes, enfants, élus du BDP chantent joyeusement, dans leurs habits traditionnels de fête. La foule se réunit dans un stade, des drapeaux jusque-là dissimulés avec courage sont brandis dans l'anonymat. On voit flotter des tissus vert, rouge, jaune (couleurs traditionnelles kurdes), des drapeaux BDP, PKK, APO (surnom donné au leader Abdullah Öcalan). Un grand poster de ce même leader du PKK est déroulé devant la scène. La foule acclame les élus du BDP aux discours engagés, les artistes qui chantent la liberté et les délégations étrangères venues pour les soutenir.

Un parlementaire me dira combien ils sont touchés par notre présence : « Nous n'avons pas beaucoup d'amis ». Je lui demande ce qu'il attend du PCF. Il me répond : « Un soutien moral, cela nous donnera plus de courage pour lutter ».

Je n'ai jamais vu une telle ferveur. Le peuple kurde est bien vivant, debout, prêt à se sacrifier pour sa liberté. Son choix est clair, il se reconnaît dans le BDP, le PKK et le leader Abdullah Öcalan. La présence de délégations étrangères dérange les autorités. Ils procéderont aux arrestations lors de notre départ, le lendemain : 30 personnes arrêtées à Hakkari.



L'opinion publique européenne ignore la détresse du peuple kurde. Le silence sur ce sujet et la désinformation, dans un but de criminalisation, font partie de la stratégie des dirigeants capitalistes. Pour ces requins, seuls comptent les rapports marchands et les perspectives d'affaires rentables pour leurs capitaux.

Les États-Unis et l'Europe savent que la Turquie n'est pas un État de droit. Au nom d'intérêts politiques et économiques, non seulement ils sacrifient le peuple kurde, mais aussi participent à son massacre en vendant des armes et en se mettant au service de la Turquie dans sa lutte contre le « terrorisme kurde ».



En Europe, on interdit aux Kurdes « la liberté d'association » en incriminant leurs prises de positions politiques concernant leur pays.

Il y a urgence à ce que nous mettions en place des initiatives solidaires. Notre soutien actif pourrait se concrétiser par des manifestations, le jumelage de nos fédérations avec celles du BDP. L'échange de délégations apporterait un regard extérieur, témoin de toute exaction et de la réalité vécue par les Kurdes.

Ce combat est partie prenante de la solidarité internationaliste et du devoir de tous les communistes.

Dominique Torre

PCF Bastia - Amitiés Corse Kurdistan

MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT

Participation de Jacques Fath au rassemblement pour faire barrage à l'entrée d'Israël dans l'OCDE, à l'appel du *Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens*, devant le siège de l'OCDE à Paris, le 10/05.

Rencontre de Marie-George Buffet et Jacques Fath avec M. Nabil Shaat, responsable international du Fatah, le 10/05.

Participation et introduction de Jacques Fath, participation de Claire Chastain et Marion Chastain à l'atelier sur la Palestine, en présence de M. Nabil Shaat, responsable international du Fatah, et avec de nombreuses associations de solidarité avec la Palestine, à Malakoff, le 13/05.

Participation de Patrick Margaté, collaborateur des *Relations internationales*, au rassemblement de soutien aux 15 ouvriers marocains des mines de phosphate qui devaient passer en jugement le jour-même, le 17/05.

Rencontre d'Obey Ament et de Marion Chastain avec M. Yosef Ben Bassat, représentant du MERETZ d'Israël, le 20/05.

Communiqués de presse et autres liens

Maroc : le PCF est solidaire des 850 ouvriers licenciés de l'entreprise SMESI

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4754>

Lettre de Marie-George Buffet à M. Kouchner contre l'entrée d'Israël dans l'OCDE

sur demande auprès de cchastain@pcf.fr

AMÉRIQUE LATINE

Participation de Xavier Compain, membre du CN et responsable de la commission *Agriculture*, et d'Obey Ament, responsable Amérique latine aux *Relations internationales*, au compte rendu de la *Conférence mondiale des peuples et des droits de la Mère-Terre*, organisé par le *Collectif national de solidarité avec la Bolivie*, en présence de Mme l'ambassadrice Luzmila Carpio, le 6/05.

Participation d'Obey Ament, aux côtés de Farid Fernandez, représentant de l'ambassade du Venezuela et Deniss Caseres, ambassade de Cuba, au débat organisé par l'*Union des étudiants communistes* de l'Université de Nanterre, le 11/05.

Participation de Xavier Compain, José Cordon et Obey Ament au sommet de Madrid d'*Enlazando alternativas* autour du sommet Union européenne/Amérique latine, du 14 au 17/05.

Rencontre de Jacques Fath, Claire Chastain et Marion Chastain, avec M. Ricardo Canese, député au parlement du MERCOSUR, et coordinateur de la commission des relations bilatérales sur les questions des ressources hydroélectriques du Ministère des affaires étrangères du Paraguay, en présence du *Collectif Paraguay* de France, le 17/05

Rencontre de Jacques Fath et Obey Ament avec M. Valter Pomar, secrétaire exécutif du Forum de São Paulo, le 18/05.

ÉTATS-UNIS

Message de solidarité du PCF au Congrès du Parti communiste des États-Unis (21-23/05)

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4825>

ASIE

Participation de Patrick Margaté au rassemblement, au Trocadéro, avec les Iraniens pour protester contre la pendaison de 5 iraniens dont une femme, le 9/05.

Rencontre de Jacques Fath, Claire Chastain et Paul Fromont avec une délégation du PC du Vietnam, le 18/05.

Rencontre de Claire Chastain et Pierre Marcie avec une délégation du PRD d'Indonésie, le 19/05.

Communiqués de presse et autres liens

Iran : Assez de crimes !

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4793>

Clotilde Reiss : « les droits de tous les êtres humains doivent être respectés en Iran » (Marie-George Buffet)

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4805>

Lettres de Marie-George Buffet à l'ambassadeur d'Iran en France pour condamner les exécutions et de nouvelles peines de mort prononcées à l'encontre de citoyens iraniens sur demande auprès de cchastain@pcf.fr

Thaïlande : le PCF condamne l'offensive militaire gouvernementale qui comporte un risque de guerre civile

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4807>

Jacques Fath a assisté, et est intervenu au nom du PCF, aux obsèques de M. Charles Fourniaux, le 29/04.

AFRIQUE

Participation de Jacques Fath à la manifestation de solidarité avec le peuple togolais à l'occasion des 50 ans de l'indépendance, organisée par le *Mouvement du 4 mars pour la libération du Togo* (MoLiTo) et le *Conseil mondial de la diaspora togolaise*, au Trocadéro, le 27/04.

Déplacement de Jacques Fath en Afrique du 18 au 23/05; **rencontre** avec la direction de l'USRDA à Bamako, Mali, pour lancer officiellement l'initiative de « Rencontre du PCF et des forces progressistes africaines de Bamako » du 24 au 26 septembre prochain; **participation** de Jacques Fath, à Dakar, Sénégal, à la conférence du PIT.

EUROPE

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC

Participation de Christine Mendelsohn, membre de la direction du PCF et membre de l'exécutif du PGE, à la grève générale et manifestation, à Athènes, le 5/05.

Participation de Marie-George Buffet, Pierre Laurent et Jacques Fath au rassemblement à l'appel d'Attac et de nombreuses organisations, dont le PCF, à Paris, le 5/05.

Rassemblement organisé par le PCF au Trocadéro *Avec le peuple grec, debout contre la finance*, à Paris, le 9/05.

Participation et intervention de Jean-Pierre Brard, député, au nom des députés communistes et républicains, au rassemblement de Syriza, à Athènes, le 14/05.

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4829>

Message de solidarité du PCF à l'occasion du rassemblement du Parti communiste de Grèce à Athènes le 15/05.

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4823>

Rassemblement à l'initiative du PCF, Austérité: les peuples n'ont pas à payer la crise du capitalisme, interventions de Pierre Laurent, Yiannis Bournous (Grèce-Synaspismos), Pedro Marset (Espagne-PCE), Patrick Le Hyaric (député européen, directeur de *l'Humanité*), Marcel Croquer (CGT-Total), Place Jean Jaurès à Paris, le 19/05.

Rassemblement devant le Conseil européen à l'appel du GUE-NGL, Bruxelles, le 20/05.

Participation de José Cordon à l'audition d'AKEL et du parti de l'Unité de Chypre sur *Les derniers développements de la situation à Chypre*, organisée par le groupe GUE/NGL au Parlement européen, à Bruxelles, le 5/05.

Communiqués de presse et autres liens

Le PCF réaffirme sa solidarité avec le peuple grec et apporte son soutien au mouvement social

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4772>

Article de José Cordon dans le supplément *Communistes de l'Humanité* du 5 mai 2010.

Message de solidarité avec le juge Baltasar Garçon et les victimes des crimes franquistes lettre de Marie-George Buffet à l'ambassadeur d'Espagne en France

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4830>

Message de solidarité du PCF au Congrès du Parti communiste finlandais (15-16/05)

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4834>

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Participation de Claire Chastain à la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire de l'ONU et aux activités organisées par les Mouvements de Paix internationaux, dont le Mouvement de la Paix français qui emmenait la délégation française, à New York, du 29/04 au 10/05.

Communiqués de presse et autres liens

Désarmement : le PCF présent à New York pour la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4783>

Article de Claire Chastain dans le supplément *Communistes de l'Humanité* du 26/05.

DÉBATS PUBLICS/PARTICIPATION DU PCF

Présentation et participation de Jacques Fath au débat sur les fondements de la politique internationale du PCF, organisé par la fédération de l'Oise, le 29/04.

Participation de Jacques Fath au débat public sur la crise en Europe, à Blanc-Mesnil, le 11/05.

COLLECTIFS UNITAIRES

Participation régulière du PCF au collectif OTAN-Afghanistan (national et international), Maghreb Solidarité, Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire (ICAN), Palestine, Bolivie, Togo.

CONSTRUIRE UN NOUVEAU MODE DE DÉVELOPPEMENT pour surmonter la crise

La crise de la finance est, comme on le constate, loin d'être finie. Elle risque même de se prolonger sur une longue période et rien dans les décisions des dirigeants du monde capitaliste ne semble indiquer un changement de cap qui limiterait enfin les gâchis de la financiarisation de l'économie. Pire même, la crise de l'État grec conduit tous les gouvernements européens, y compris le notre, à engager des plans de rigueur et d'austérité qui vont conduire à de nouveaux plans de licenciements, des réductions drastiques de pouvoir d'achat et de services publics.

La marée noire en Floride, due principalement à l'absence d'une vanne de sécurité – pour cause d'économie du groupe BP – sur le système d'extraction de pétrole enfoui au fond de la mer, met en cause tout le système économique local et la biodiversité sur 100km de littoral marin.

Total exploite au Canada des filons de « sables bitumeux » (mélange solide de sable, d'argile et d'eau saturée de bitume). L'extraction de ses sables bitumeux polluent les terres par les rejets de produits toxiques, détruit la forêt boréale, les tourbières, les zones humides, les rivières et la biodiversité. Les Peuples premiers qui vivent dans ces régions ont été contraints de changer de mode de vie. Ils ne peuvent plus pêcher les poissons contaminés perdant ainsi leur capacité d'autosuf-

finance. Ils doivent aujourd'hui acheter leur nourriture à des prix élevés parce que acheminée par avion. On n'est pas très loin d'*Avatars*, mais là il ne s'agit pas d'une fiction en 3D.

L'industrie textile française a été sacrifiée sur l'autel des profits, les activités délocalisées partout dans le monde au pays le plus offrant. Aujourd'hui un *Jeans* que nous achetons chez notre commerçant de quartier, à un prix souvent abordable, fait un voyage de 65 000 kms pour sa fabrication, pour un coût social et écologique exorbitant.

Ces quelques exemples ont pour vertu de planter le décor des incohérences humaines, sociales financières et écologiques de la mondialisation capitaliste. Celle-ci soumet la nature et toutes les activités humaines à la recherche exclusive du profit. C'est à l'aune de ces constats que nous préconisons un autre mode de développement, de production et de consommation, une autre croissance utile à l'emploi et à l'environnement. Il ne s'agit aucunement de culpabiliser le citoyen consommateur, qui a très peu de marge de choix. Il est un captif des stratégies des grands groupes industriels et financiers, comme c'est le cas de la chaîne de l'industrie agroalimentaire qui tue les petits exploitants agricoles (ils étaient 1 600 000 en 1970, aujourd'hui on en dénombre seulement 600 000 !).

Où en sommes-nous de notre réflexion suite à l'inscription de ce thème au 34ème congrès ?

Je voudrais ici me limiter à reprendre l'esprit de nos travaux

alors qu'un groupe de travail est chargé de produire un rapport pour un futur Conseil national

Bâtir un autre mode développement suppose d'agir pour des transformations profondes de la société dans quatre domaines notamment.

- Une transformation économique, financière et sociale : au travers d'une action publique résolue en faveur d'une maîtrise citoyenne sociale et écologique des marchés tout en garantissant la liberté de choix des individus au sein du marché de biens de consommation courante. Un dépassement du marché du travail par la sécurisation tout au long de la vie des parcours de travail, de formation ainsi que des revenus. Enfin, une maîtrise publique des marchés financiers par la création de pôles publics de la finance, afin d'en finir durablement avec la spéculation par la maîtrise politique des orientations des banques centrales – de leurs finalités comme de leurs missions – et par l'instauration d'une autre politique du crédit orientée vers l'emploi, la formation, l'investissement sous critères sociaux et environnementaux.
- Une transformation écologique et énergétique, car la crise écologique de la mondialisation libérale met en cause la préservation de la planète. Les temps

courts des profits ne s'accroissent pas avec les temps nécessairement longs des écosystèmes pour leur régénération.

Le dépassement de la crise écologique constitue donc un des éléments majeurs de la transformation sociale, ici et dans le monde, tant les relations entre régions sont devenues interdépendantes. C'est dans cette perspective que nous militons pour une appropriation publique et sociale des biens communs de l'humanité : eau, énergie, air, terre...

Face au changement climatique, nous devons penser l'après pétrole – énergie fossile la plus contributive à l'effet de serre – et ouvrir en grand le débat sur la politique énergétique française et européenne: systématisation des plans climat, programme d'économie et d'efficacité énergétique (habitat aux normes écologiques, développement des transports en commun, ferroutage et fluvial...). Il est urgent d'accélérer les efforts de recherche en direction des énergies renouvelables et pour un nucléaire sécurisé, transparent et durable. La crise écologique est planétaire et il faut agir sans tarder pour éviter de surchauffer la

construire un nouveau mode de développement

planète mais, dans le même temps, le droit à l'énergie et au progrès social doit être garanti à chacun. C'est pourquoi il faut contraindre les pays industrialisés à payer leur dette écologique aux pays du Sud en favorisant entre autre les transferts de technologie nécessaire à cette révolution énergétique mondiale.

- La révolution informationnelle a bouleversé l'évolution des connaissances, leur transmission comme leur maîtrise citoyenne. L'information, l'art, la culture se sont enrichis de ces technologies pour en démocratiser le sens et leur appropriation sociale. Le combat pose en grand le combat contre leur récupération et marchandisation par le libéralisme et l'articulant étroitement aux enjeux sociaux et environnementaux.
- Enfin, une transformation démocratique s'impose afin d'associer les citoyens et les salariés au présent et au devenir de leur environnement social, économique et écologique. De nouveaux droits d'information, de regard et d'intervention doivent être institués afin de permettre aux salariés de réellement participer à la définition des stratégies d'entreprises, et ainsi faire valoir de nouveaux critères de gestion des richesses produites qui répondent aux besoins des populations en lien avec l'activité des syndicats. Le développement de la démocratie participative à l'échelle de tous les territoires constitue l'autre pendant démocratique déterminant. L'association des citoyennes et des citoyens dans tous leurs espaces de vie doit s'orienter vers des démarches de coélaboration et de codécisions effectives afin de penser le devenir du monde ensemble. Cela doit conduire à développer des luttes pour la démocratisation des institutions étatiques, le maintien et le développement de la décentralisation de nos institutions locales avec les moyens nécessaires. Cela demande une profonde réforme de la fiscalité.

Ainsi donc, penser un autre mode de développement est, pour les communistes, central dans l'élaboration de leur projet politique transformateur du XXI^{ème} siècle. « Un développement qui implique le dépassement de toutes les formes de domination et d'exploitation de l'homme par l'homme, de la femme par l'homme, de la nature par l'espèce humaine »¹.

Il s'agit d'inventer un nouveau développement qui interroge tant son mode de production – afin de préserver la planète – que son contenu, c'est-à-dire pour qui et pour répondre à quels besoins nous voulons produire. Cela ne peut s'envisager qu'en amplifiant nos combats pour l'égalité de l'accès aux droits, la justice et le progrès social en lien avec les luttes des salariés et des citoyens. La réduction des inégalités sociales et environnementales qui vont toujours de pair doit être

au cœur de nos combats, ici et partout dans le monde. En effet, en 40 ans, malgré une croissance considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités n'ont cessé de s'accroître : l'écart entre les plus pauvres et les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80. C'est insoutenable !

Il n'y a pas plus de fatalité dans ce domaine que dans d'autres. C'est pourquoi nous refusons les fausses bonnes solutions des prophètes de la décroissance. Non pas par principe, car nous sommes favorables, par exemple, à la décroissance des dépenses militaires ou aux gâchis financiers, dépenses qui meurtrissent la vie des peuples. D'ailleurs, nous proposons l'affectation annuelle de 10% des dépenses militaires mondiales pour alimenter une agence mondiale de l'environnement rattachée auprès de l'ONU. Ainsi il sera possible de privilégier un système de relations internationales basées sur la coopération et la justice, au détriment des choix capitalistes de mise en concurrence des hommes et des territoires.

Le constat pour nous est donc clair : une autre croissance, qui fasse reculer les gâchis du chômage et de la précarité, et un autre mode de développement, tout à la fois durable et soutenable, social et solidaire, ne sont possible qu'en s'affranchissant des logiques libérales. Nous ne sommes pas les seuls à le dire. Le *Programme des Nations unies pour l'environnement* souligne dans un rapport : « Si l'on veut vraiment résoudre la crise écologique, il faut arrêter la privatisation généralisée des ressources et des services ».

Cette prise de position conforte nos propres choix politiques en faveur du développement des services publics, qui sont les mieux à même de défendre l'intérêt général et donc celui de la planète comme de l'humanité. En ce sens, il est impératif de soustraire les biens publics et les biens communs à la sphère marchande des marchés et leur gestion doit être confiée à des services publics démocratisés qui associent le monde du travail comme les populations.

En forme de conclusion, disons que l'enchaînement des crises financière, énergétique, environnementale, agricole et alimentaire forme système et que le capitalisme atteint les limites de son efficacité. Ce constat est aujourd'hui partagé par un plus grand nombre de consciences. Les citoyens sont toujours plus nombreux à s'emparer de ces enjeux, comme l'ont montré les mobilisations des forums sociaux et ceux des sommets de Copenhague ou encore de Cochabamba.

« Le capitalisme présentait sa globalisation comme la fin de l'histoire. L'avenir du développement humain appelle son dépassement »². Cela passera par un autre mode de développement et de croissance. Nous avons du pain sur la planche !

PRODUIRE AUTREMENT POUR NOURRIR LA PLANÈTE

la planète a faim

Un milliard d'êtres humains dans le monde est affamé. Demain, l'humanité devra en nourrir 9 milliards. Le capitalisme (l'OMC, le G8, la Commission européenne...), par ces politiques ultra-libérales, montre son incapacité à répondre aux besoins humains et à la sécurité alimentaire. Face à ce défi, il est urgent d'offrir un projet politique alimentaire et agricole, écologiste, non productiviste, alternatif au capitalisme. Par l'agriculture paysanne et la pêche artisanale, il est urgent de produire autrement pour nourrir la planète, porter des réponses crédibles aux crises alimentaires et climatiques. C'est possible pour la gauche!

13 ans après l'échec de réduire de moitié les mal-nourris dans le monde, et à la veille du sommet mondial sur la sécurité alimentaire à Rome, au cœur des débats de la politique agricole et commune de la pêche, à l'annonce d'une future loi de modernisation agricole par N. Sarkozy, il s'agit pour la gauche française et européenne de travailler dès maintenant.

Les objectifs sont simples : discuter sur le fond, promouvoir l'intervention citoyenne, bâtir des convergences en pointant ensemble les ruptures nécessaires que la gauche devra engager pour réussir une véritable politique alternative au capitalisme. Dans cette confrontation de la gauche dans son ensemble, l'enjeu agricole et alimentaire est premier dans l'élaboration. d'un projet de gauche pour le XXIème siècle.

Le pourquoi de l'engagement du PCF

Le défi posé à l'humanité est de nourrir demain neuf milliards d'humains. La planète doit doubler sa production alimentaire pour satisfaire les trois milliards supplémentaires d'ici 2050. L'Afrique doit quintupler sa production alimentaire. Un pays comme la Chine doit nourrir un quart de la population mondiale avec seulement dix pour cent de terres arables. De l'autre côté de la méditerranée, l'Algérie, l'Égypte sont dans des déficits alimentaires lourds. De nombreux pays tel que l'Afrique du sud doivent absolument réussir leur réforme agraire.

À nos portes, les consommateurs et les familles populaires ont vu en 6 ans, avec Nicolas Sarkozy, le fromage flamber de 137 % et une brique de lait de 183 %. Pour un salarié de l'agroalimentaire, seulement 7 % du prix d'un yaourt revient dans sa poche ! Les producteurs ont vu leur litre de lait chuter de moitié en 2 ans. Crise du lait, crise de toute l'agriculture et de la pêche : **c'est le capitalisme qui déborde !** Pour les communistes, ce défi de la faim est pensé à l'échelle des cycles de productions, des activités du vivant. C'est maintenant qu'il faut agir pour relever le défi alimentaire.

Le PCF, lors de son 34ème congrès, a fait le choix d'un nouveau type de développement. Il s'agit ici de donner du sens à l'action communiste, répondre au présent, construire de l'avenir en commun: d'abord nourrir les hommes en assurant productions animales et végétales en conséquence, tout en ne s'interdisant pas des utilisations non alimentaires de l'agriculture, facteur de progrès humain.

L'heure n'est plus à la fin annoncée de la paysannerie, mais à placer en perspective le développement de l'agriculture pour nourrir la planète.

La bataille des communistes : des campagnes et des actions publiques, nationales et internationales

Le PCF propose des mesures concrètes dans l'objectif d'un nouvel ordre alimentaire mondial.

- Instaurer une clause de sauvegarde internationale lorsque les terres d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de la production.
- Interdire la spéculation sur les matières premières agricoles et alimentaires, au niveau international comme pour des produits bancaires notamment ceux proposés en France.
- Taxer les importations abusives pillant les agricultures locales afin de financer la relocalisation des productions.

Pour le PCF, l'Europe, à travers la *Politique agricole commune*, doit fixer des objectifs de rémunération du travail et de développement de l'emploi.

- Rémunération du travail paysan par l'instauration d'un prix minimum indicatif européen.
- L'Europe doit faire le choix de la relocalisation des productions, de coopération entre grandes régions du monde.
- L'Europe par la répartition de la plus value entre producteurs, industries agroalimentaires et la grande distribution doit garantir l'accès à l'alimentation aux consommateurs
- L'Europe doit dans l'urgence relancer le programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis.

En France, dès maintenant le PCF agit :

- Encadrement des marges de la grande distribution par l'outil coefficient multiplicateur et fixé par décret.
- Conférence annuelle donnant lieu à négociation interprofessionnelle, par production, avec la distribution, les fournisseurs (transformation coopérative et privé), les producteurs y compris en élargissant le champ de la représentativité syndicale, (FNSEA, JA, CR, Confédération paysanne, MODEF).
- Gestions des volumes de production et répartition encourageant les jeunes agriculteurs, les plus modestes...

Demain, des régions de gauche prendront appui sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale pour mener leurs politiques régionales.

- La rémunération de contrats régionaux avec les producteurs, sur la base d'engagement de production de qualité, valorisant des territoires et répondant aux défis environnementaux.
- L'installation de jeunes agriculteurs par la préemption sur le foncier par la région en cas de détournement de terres à vocation agricoles et alimentaires.
- Aide à l'investissement et à l'installation de jeunes pêcheurs consacrée aux navires de taille artisanale.
- L'attribution des aides publiques aux entreprises privilégiant l'approvisionnement et le développement de filières régionales à forte valeur ajoutée.

Xavier Compain

responsable commission Agriculture-Pêche-Forêt

COCHABAMBA BOLIVIE 22-24 AVRIL 2010

conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-mèrecontribution de **Xavier Compain**, membre du Conseil national du PCF en charge de l'Agriculture-Pêche-Forêt

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Nous sommes très honorés de l'invitation à cette première rencontre mondiale des peuples par le président de la république plurinationale de Bolivie, Evo Morales. À travers l'invitation faite à Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, je vous apporte le salut du Parti communiste français.

Après le sommet de Copenhague de décembre 2009, au cours duquel les États ont été incapables de conclure un accord pour sauver la planète, l'existence d'une véritable dynamique citoyenne mondiale pour agir résolument contre le réchauffement climatique est une nécessité absolue. Elle l'est tout autant contre la faim et pour la paix. Pour notre part, rien ne se fera sans les peuples. La mobilisation de tant d'acteurs, d'associations, de citoyens, de scientifiques est essentielle. Cela confère à cette première Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la « Terre Mère », d'immenses espoirs mais aussi de responsabilités; parce que le capitalisme n'est pas écolo-compatible. Nous saluons cette nouvelle dimension des mobilisations qui allie mouvements sociaux, organisations politiques et gouvernements. À travers les objectifs de cette conférence, il s'agit pour les peuples, d'obtenir une traduction politique de leur lutte.

À cet instant, les réfugiés climatiques et les exilés de la déforestation n'ont comme horizon que d'aller grossir les mégapoles de la pauvreté. Quand le tout marché a prévalu sur le vivant et le devenir des générations futures alors il n'est plus suffisant de repeindre le capitalisme en vert qui sévit dans le monde et singulièrement en Amérique latine. **Les communistes français souhaitent que les ressources naturelles soient considérées comme biens communs de l'humanité et non comme marchandise.**

L'urgence est au développement de toutes les énergies non productrices de gaz à effet de serre. Ensemble, peuples du monde entier, nous avons à inventer un nouveau mode de développement humain durable, citoyen et solidaire qui assure le progrès social et l'accès effectif aux droits. **Celui à l'énergie doit être garanti à tous.** À court et moyen terme, le nucléaire est incontournable. Cela doit s'accompagner de moyens pour l'émergence de centrale de quatrième génération, plus sûre, plus économe et moins productrice de déchets. La recherche fondamentale et appliquée doit prendre un nouvel essor en faveur d'énergie renouvelable et complémentaire qu'il s'agisse d'électricité, des carburants...

La question nous est posée solidairement du développement de service public de l'énergie aujourd'hui aux mains des multinationales. Cette conférence mondiale doit permettre de jeter les bases de nouvelles coopérations, de rapport économique et financier alternatif au

capitalisme. À cette fin, **le PCF propose la création d'une agence mondiale de l'environnement qui rendrait cohérent le développement durable de la planète en matière sociale et environnementale.** Nous proposons d'agir dès maintenant au niveau mondial afin que soit décidée une taxation des transactions financières et la réduction des dépenses militaires de 10% par an.

Cette conférence mondiale aborde avec courage l'agriculture et la souveraineté alimentaire quand les derniers G8 et G20 se sont conclus devant le terrible aveu d'échec de plus d'un milliard d'affamés de par le monde. L'un des défis majeurs du XXIème siècle est celui de nourrir la planète. Il s'agit d'ici 2050 de rendre la nourriture disponible et accessible en quantité et en qualité suffisante à neuf milliards d'humains. La ressource alimentaire, le vivant ne peuvent être kidnappés par le marché au détriment des estomacs, la rémunération des travailleurs de la mer et de la terre n'est à remettre à plus tard.

Prenant appui sur une précédente rencontre des progressistes d'Amérique latine et d'Europe que nous avions organisée, nous pourrions – associations, mouvements et partis politiques rassemblés à Cochabamba – convenir d'engagements communs. À la question d'un référendum mondial sur les droits de la « Terre Mère », y inclure **l'exigence d'une nouvelle gouvernance mondiale pour l'alimentation**, indépendante des logiques actuelles de l'Organisation mondiale du commerce, du Fond monétaire International et de la Banque mondiale, y adjoindre la sortie de l'agriculture de l'OMC avec comme préalable, la souveraineté des peuples et l'expression démocratique de chacun.

Le PCF porte une politique de réforme agraire de dimension planétaire. Ce nouvel ordre alimentaire mondial basé sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale répond à l'exigence de souveraineté alimentaire des peuples. **Nous proposons d'engager des batailles internationales**, notamment l'instauration d'une clause de sauvegarde à l'échelle mondiale lorsque les terres d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de la production, d'interdire la spéculation financière sur les matières premières agricoles et alimentaires, de taxer les importations abusives pillant les agricultures locales afin de financer la relocalisation des productions

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Forte de tous ces échanges et confrontations, de sa déclaration finale, cette conférence doit contribuer à l'émergence d'un mouvement populaire mondial au service d'un mode de développement humain durable. Les peuples ont entre leurs mains le levain de l'espoir et du possible. Je vous remercie.